



Blanquer dénonce un "emballement médiatique" sur l'apprentissage de l'arabe à l'école



ÉDUCATION - Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a dénoncé ce mardi 11 septembre au soir un "emballement médiatique" après les déclarations d'élus de droite et d'extrême droite lui reprochant de vouloir développer l'apprentissage de l'arabe à l'école pour lutter contre l'islamisme, comme le préconise un récent rapport.

"Je n'ai jamais dit que l'arabe devait être obligatoire à l'école primaire", s'est défendu Jean-Michel Blanquer sur LCI, "mais nous avons intérêt à différencier la langue arabe d'un certain fondamentalisme religieux". Il s'agit, selon lui, d'un "cas typique d'un emballement médiatique", a-t-il ajouté.

L#Interview de @jmblanquer, #ministre de l#Education (Partie 2)

"Notre société ne peut pas fonctionner avec des emballements médiatiques comme ceci"

#EducationNationale #Blanquer #Enseignement #Politique #24hPujadas #LCI #La26

pic.twitter.com/sT7Gdn7DZi

— 24h Pujadas (@24hPujadas) 11 septembre 2018

La polémique est née dans la foulée de la publication lundi 10 septembre d'un rapport de l'Institut Montaigne proposant de "relancer l'apprentissage de la langue arabe" pour lutter contre l'islamisme.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Invité à commenter cette proposition, le ministre avait alors estimé sur BFMTV que l'arabe était une langue "très importante" comme le chinois ou le russe, qu'il fallait "développer" et à qui il fallait "donner du prestige". "Nous allons aussi questionner la façon dont l'arabe s'apprend aujourd'hui, dans des structures dédiées avec [des] dérives communautaristes", avait également précisé Jean-Michel Blanquer.

"Une fausse bonne idée"

Après ces déclarations, plusieurs responsables LR ou RN se sont empressés de dénoncer une "faute politique". Jean-Michel Blanquer a également réagi à ces attaques.

"Il y a un énorme paradoxe aujourd'hui à être attaqué pour une accusation de connivence avec un islamisme rampant au moment même où j'avance concrètement pour que ça change", a-t-il expliqué sur LCI. Il a ajouté qu'il souhaitait que "la France reprenne le contrôle des personnes qui enseignent ces langues" et voir "plus d'enseignants agréés par l'Éducation nationale".

À l'heure actuelle, le ministère indique que seuls 567 enfants en France ont suivi l'enseignement de l'arabe en primaire, lors de l'année scolaire 2017/18, dans le cadre des cours de langues vivantes à l'école, obligatoires depuis peu du CP au CM2.

1.500 élèves se sont initiés au chinois tandis que l'immense majorité a choisi l'anglais (91,7% des écoliers).

Dans le secondaire, 11.200 élèves ont suivi des cours d'arabe en France en 2017-2018 (hors Mayotte), dans le cadre de l'enseignement des langues vivantes, précise le ministère.

À voir également sur Le HuffPost:

LIRE AUSSI

- Blanquer veut développer l'apprentissage de l'arabe à l'école, la droite trouve enfin un motif de critiques
- Jean-Michel Blanquer s'est trompé sur une question sur l'accord du participe passé (et il a du mal à le reconnaître)